

## Avortement : Mgr Aillet répond au ministre

Author : Maximilien Bernard

Categories : [Culture de Vie](#), [En Une](#), [Perepiscopus](#), [Points non négociables](#)

Date : 28 janvier 2016



Agressé successivement par un député hier et par le ministre de la "santé" **Marisol Touraine**, Mgr **Marc Aillet** a vigoureusement réagi en publiant un communiquant qui a le mérite d'être clair :

*« Ouvrons nos yeux pour voir les misères du monde, les blessures de tant de frères et sœurs privés de dignité, et sentons-nous appelés à entendre leur cri qui appelle à l'aide. Que nos mains serrent leurs mains et les attirent vers nous afin qu'ils sentent la chaleur de notre présence, de l'amitié et de la fraternité. Que leur cri devienne le nôtre et qu'ensemble, nous puissions briser la barrière d'indifférence qui règne souvent en souveraine pour cacher l'hypocrisie et l'égoïsme. » (Pape François, extrait de la Bulle d'indiction de l'Année Sainte de la Miséricorde)*

Alors que le gouvernement amorce de nouvelles mesures pour faciliter l'accès à l'avortement, nous appelons de nos vœux que ce débat, trop longtemps ostracisé, caricaturé, voire interdit, soit ouvert à nouveau. Parce qu'il engage l'avenir de notre pays dans une logique que le pape François appelle la « culture du déchet », ce combat assumé et mené par la classe politique doit être interrogé honnêtement, sans devenir un tabou social dont même les dérives ne peuvent être soumises à la critique.

Il est en effet surprenant de constater la vigueur avec laquelle le gouvernement engage de nombreux moyens pour faire taire –non seulement le délai de réflexion légal pour les femmes– mais la réflexion autour de l'avortement elle-même, à grand renfort de campagnes médiatiques et aux frais du contribuable.

Nous regrettons que dans ce débat les premiers acteurs de l'acte d'avortement, les femmes, soient souvent trop peu écoutées, au profit d'un « combat pour les droits des femmes » fréquemment instrumentalisé. Il est tout autant regrettable de constater que la violence des propos dont on accuse régulièrement les défenseurs de la vie n'est que la pâle expression de la violence –occultée mais bien réelle et physique– vécue par les enfants à naître et leur mère à l'occasion d'un acte d'avortement. Violence létale pour les premiers, et conséquences souvent dramatiques pour les secondes dont les issues psychologiques voire physiques ne sont malheureusement pas assez prises en considération.

« Le droit à disposer de son corps », dont la ministre de la santé madame Marisol Touraine a fait état à l'occasion de ses vœux du 25 janvier dernier, ne suffit plus pour justifier cette politique mortifère. Il est acquis pour la science et le bon sens que l'enfant dans le ventre de sa mère est l'hôte de ce corps dont il ne partage pas le code génétique, dès ses premiers instants de vie. A ce titre, ce même droit à disposer de son corps doit pouvoir lui être accordé avec d'autant plus de rigueur qu'il est le plus faible et le plus petit d'entre nous. A l'heure où le monde et notre pays sont marqués par des drames terribles, quelle société peut prétendre faire l'impasse sur la défense des plus faibles et des plus fragiles d'entre les siens ?

Nous disons notre refus d'opposer dans ce débat le droit des femmes et le droit des enfants. A la suite du pape François qui disait à l'occasion de ses vœux au Corps diplomatique en 2014 : « *la seule pensée que des enfants ne pourront jamais voir la lumière, victimes de l'avortement, nous fait horreur* », nous appelons au droit à la vie pour tous, de la conception à la mort naturelle. Et au droit à l'avis.

+ Marc Aillet  
Évêque de Bayonne, Lescar et Oloron

*« Et je ressens quelque chose que je voudrais partager avec vous. Le plus grand destructeur de la paix, aujourd'hui, est le crime commis contre l'innocent enfant à naître. Si une mère peut tuer son propre enfant, dans son propre sein, qu'est-ce qui nous empêche, à vous et à moi, de nous entretuer les uns les autres ? [...] Car l'enfant est le plus beau présent de Dieu à une [famille](#), à un pays et au monde entier. Dieu vous bénisse !» (Mère **Teresa**, Discours à Oslo lors de la remise de son Prix Nobel)*

Ajoutons qu'un député, **Jacques Bompard**, a pris la défense de l'évêque de Bayonne en écrivant à Marisol Touraine :



Monsieur Jacques Bompard  
Député du Vaucluse  
Maire d'Orange  
Assemblée nationale  
126 Rue de l'Université  
75355 Paris 07 SP

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Madame Marisol Touraine  
Ministre des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes  
14, avenue Duquesne  
75007 Paris

Paris, le 28 janvier 2016

Madame la ministre,

L'avortement est un sujet qui divise des Français. Plus de 40 ans après le vote de la loi Veil, qui imposait un cas d'extrême limite, l'Etat en est encore à exercer une propagande particulièrement intrusive banalisant le recours à l'interruption volontaire de grossesse. L'action de votre gouvernement en la matière n'a consisté qu'à faciliter cette pratique, à exclure les parents de l'information et du dialogue avec les enfants à ce sujet, à faire de l'avortement un véritable totem.

J'ai dit plusieurs fois dans l'hémicycle combien beaucoup de Français jugeaient que l'Etat en arrivait là à une véritable passion morbide pour la culture de mort. J'ai transmis aux services de l'assemblée nationale plusieurs propositions de loi (promotion de solutions alternatives à l'avortement, lutte contre toutes les violences faites aux femmes), qui tentent d'apporter des réponses moins idéologiques à ce que tout le monde s'accorde à considérer comme une blessure et une violence.

A force d'interdire le débat et de diaboliser ses intervenants, le gouvernement exerce une pression autoritariste et liberticide sur des sujets où la pluralité est nécessaire. L'eugénisme est devenu la norme devant de nombreuses maladies génétiques et l'encouragement à avorter est un fait chez de nombreuses associations soutenues par les ministères. Le scandale odieux de la vente d'organes par « Planned Parenthood » aux Etats-Unis impose un autre discernement que l'aveuglement étatique en faveur des intervenants stipendiés par l'Etat.

Vous vous êtes récemment permise d'attaquer un évêque à l'assemblée nationale. Peut-être songez-vous à inventorier bientôt les presbytères et les couvents ? Quel était son méfait ? Refuser la banalisation de l'avortement ! Quand on entend la question qui vous était posée : « Nous assistons à une véritable guerre idéologique menée contre les droits des femmes, ainsi qu'à un déchaînement conservateur, quarante ans après le vote, ici même, dans cet hémicycle,



